

lundi, 20 avril 2015 09:34

# Mansour Hadi, fin?



IRIB-La promotion de Khalel Bahah au Yémen et son approche...

.... de consensus envers le groupe Ansarallah, la question qui se pose est de savoir si les jours d'Abd Rabbo Mansour Hadi étaient comptés et que le terrain était rendu propice à l'accession d'une solution à la crise yéménite.

Alors que Khaled Bahah a prêté serment comme vice-président au Yémen et adopté un ton de consensus envers tous les groupes notamment Ansarallah, on se demande si les jours de Mansour Hadi sont comptés et les préparatifs du dialogue sont réunis pour parvenir à un règlement politique à la crise yéménite.

En réponse, il paraît que les jours du président démissionnaire, Abd Rabbo Mansour Hadi, touchent à leur fin et que son séjour à Riyad ne durera pas longtemps ; d'autant que le mouvement Ansarallah et ses alliés ne le connaîtront pas et refuseront de négocier sous ses auspices. En plus, ses hôtes à Riyad cherchent aussi, progressivement mais rapidement, à lui trouver des alternatives.

La première conférence de presse de Khaled Bahah, qui cumulera les postes de Premier ministre et de vice-président, montre qu'il vise la prochaine présidence du Yémen, car contrairement à Mansour Hadi, beaucoup de groupes yéménites l'accepteraient, plus que toute autre personne, comme médiateur.

Ce qui renforce cette approche, c'est la présentation il y a quelques jours, par le président limogé Ali Abdallah Saleh, d'une initiative stipulant la formation d'un conseil présidentiel dirigé par Khalel Bahah et d'un cabinet présidé par Abdol Ghani Jamil, actuel gouverneur de Sanaa.

*Khaled Bahah, homme de consensus*

A noter que lors de sa conférence de presse, Khaled Bahah a adopté un ton de compromis notamment à l'égard d'Ansarallah. En effet, il a subordonné tout règlement de la crise dans le pays à

l'arrêt des affrontements à Aden, soulignant qu'Ansarallah faisait partie de la structure sociale du Yémen et qu'il accueillerait favorablement tout groupe qui déposerait ses armes et se transformerait en un groupe politique.

Dans ce contexte, le membre du bureau politique d'Ansarallah, Mohammad al-Bakhiti, a bien saisi ce message d'appel à la paix. « Nous avons toujours appelé à un retour inconditionnel à la table des négociations », a-t-il indiqué, excluant toutefois l'arrêt des combats, comme une condition préalable.

En tout état de cause, il ne semble pas que Khaled Bahah puisse s'engager, par cette méthode faussement positive, dans un dialogue avec Ansarallah, sans consulter l'Arabie qui a eu recours à l'option militaire pour régler la crise. Et cela au moment où les chasseurs saoudiens ont visé la plupart des positions d'Ansarallah et des partisans d'Ali Abdallah Saleh. Lors de sa conférence de presse, Bahah n'a guère insisté sur le retour de Mansour Hadi ; il n'a pas non plus demandé à Ansarallah de revenir sur son siège à Saada. En effet, il a seulement mis en avant l'arrêt des affrontements à Aden comme condition préalable à la reprise du dialogue.

### *Les médias saoudiens préparent la mise à l'écart de Mansour Hadi*

Cette hypothèse est d'autant plus plausible que les journaux saoudiens ont publié des informations selon lesquelles Mansour souffrirait d'une grave maladie, qu'il est trop âgé et qu'il a subi une opération chirurgicale. La publication de telles informations préparerait indirectement le terrain à l'éviction de Hadi, au profit de son nouveau vice-président.

Il va sans dire que l'intervention militaire au Yémen ne ferait que compliquer davantage la situation dans ce pays, entraînant un grand nombre de victimes parmi les civils. Or, il n'existerait en fin de compte d'autre solution que la solution politique, d'autant que tous les groupes politiques et tribaux au Yémen acceptent le règlement politique.

Si la démission de Mansour Hadi rend le terrain propice à la relance du dialogue et à l'accession à une solution politique, il ne paraît pas qu'il soit un obstacle sur cette voie ; car il est pour la paix et au cours des pourparlers avec Ansarallah, il s'est montré très flexible, en donnant beaucoup de concessions pour éviter que le pays s'embrace dans le feu d'une guerre interne et pour empêcher le massacre des gens innocents.

En somme, la récente résolution du Conseil de sécurité sur le Yémen, qui a souligné le principe du dialogue et de la solution politique, pourrait être une occasion favorable permettant à tous les groupes yéménites de trouver une solution acceptable et honorable pour sortir le pays de la crise.